



Chaire en fiscalité et en finances publiques

Bulletin de veille

2 mai 2017

QUÉBEC/CANADA

CENTRE CANADIEN DE POLITIQUES ALTERNATIVES (CCPA)

CCPA, « *Building Inclusive, Green, Thriving Communities: Nova Scotia Alternative Budget 2017* », 20 avril 2017, 56 p.

Budget alternatif de la Nouvelle-Écosse : le CCPA propose d'investir dans les énergies vertes

This year's Nova Scotia Alternative Budget is being released a week in advance of the current government's tabling what is likely to be its last provincial budget before it calls an election. It is thus timely to hold the government to account for the choices it has made over its mandate.

The NS government claims that it can make no new significant public expenditures because we are living beyond our means, and thus any investment must come at the cost of something else—but this zero-sum argument is merely a tactic to avoid governing in the public interest, which would mean alienating the elites who have controlled the political agenda for far too long.

The Nova Scotia Alternative Budget 2017 exposes the extent to which the current government has been too short-sighted, and is framed to show

choices that are the best ones for the public interest—those that benefit the many and not the few, in the short and long term, and to show that costs can be fairly shared through a progressive income tax system based on ability to pay.

FONDATION CANADIENNE DE FISCALITÉ (FCF)

G. Wakil et H. Nemiroff, « *Dividend Taxation and Stock Returns: Time-Series Analysis of Canada and Comparison with the United States* », paru dans la *Revue fiscale canadienne* 2017, 65:1, pp. 1-36.

Le désavantage fiscal des dividendes par rapport au gain en capital est capitalisé sur le rendement des actions canadiennes

Le présent article porte sur la relation qui existe entre les différences dans l'imposition des dividendes et des gains en capital, et le rendement annuel des actions des sociétés ouvertes canadiennes. Nous fondons sur des données pour une période de 18 ans (1995-2012) tirées des bases de données de Standard and Poor's (S&P), Compustat et Thomson Reuters Datastream, nous constatons que cette relation est positive pour un échantillon comprenant toutes les sociétés cotées à la Bourse de Toronto (TSX) et un échantillon se limitant aux plus grandes entreprises canadiennes de l'indice composé S&P/TSX, ce qui vient

appuyer la théorie qu'une prime pour impôt sur les dividendes est capitalisée en rendements sur les actions. Bien que nos résultats soient conformes à ceux obtenus dans des études américaines effectuées antérieurement, ils n'étaient pas évidents au départ, parce que l'approche pour l'imposition des dividendes et des gains en capital au Canada diffère de l'approche américaine, et parce que l'écart entre les taux d'imposition des dividendes et des gains en capital est beaucoup plus petit au Canada que ce n'est le cas dans les études chronologiques américaines menées sur une longue période. Nos résultats intéresseront les investisseurs, les sociétés par actions, et les stratèges, puisque la méthode de paiement des dividendes influe sur le rendement des actions. Ils contribueront également au débat ayant toujours cours à savoir si l'impôt sur le revenu de placements a un effet sur l'évaluation des actions. Les deux méthodes différentes d'étude empirique que nous avons utilisées assurent la robustesse de nos résultats.

FONDATION CANADIENNE DE FISCALITÉ (FCF)

A. De Luca et J. Hausch, « [Policy Forum: Patent Box Regimes - A Vehicle for Innovation and Sustainable Economic Growth](#) », paru dans la *Revue fiscale canadienne* 2017, 65:1, pp. 39-60.

Les pays se font concurrence en donnant des incitatifs pour la recherche et le développement, ce qui peut avoir un effet néfaste sur la base d'imposition

Le fait que l'innovation est essentielle à une croissance économique soutenue est largement admis. De plus, la mobilité des gens et des projets sur le marché mondial font en sorte que de nombreuses options d'investissement s'offrent aux entreprises et que les pays se font concurrence pour attirer leurs investissements. Les mesures incitatives à la recherche et au développement sont donc très importantes, et les régimes fiscaux favorables aux brevets (patent boxes) gagnent en popularité. On s'inquiète toutefois, à l'échelle internationale, des pratiques fiscales dommageables et de l'érosion de la base d'imposition et du transfert des bénéfices (BEPS). L'Organisation de coopération et de développement économiques traite des régimes fiscaux favorables aux brevets à l'action 5 de son plan

d'action BEPS. Les auteurs du présent article examinent le concept de régime fiscal favorable aux brevets et l'efficacité de ce genre de mesure incitative à stimuler l'innovation et la prospérité. Ils dressent un portrait des régimes fiscaux favorables aux brevets dans le monde, et présentent un résumé des nouveaux régimes qui ont été adoptés ou sont proposés l'être dans quelques pays clés. Enfin, ils examinent les initiatives fiscales canadiennes, existantes et potentielles, qui sont favorables aux brevets.

INSTITUT C.D. HOWE

C. Busby et W. B.P. Robson, « [Numbers You Can Trust? The Fiscal Accountability of Canada's Senior Governments, 2017](#) », 25 avril 2017, 32 p.

Analyse de l'imputabilité fiscale et budgétaire des provinces canadiennes en 2017 : l'Alberta et le Nouveau-Brunswick classés au premier rang tandis que le Québec est parmi les derniers

Alberta and New Brunswick come out on top in the Institute's latest report card on government financial reporting, with Prince Edward Island trailing the pack. In *Numbers You can Trust? The Fiscal Accountability of Canada's Senior Governments, 2017*, authors Colin Busby and William B. P. Robson assesses the quality of financial information published by Canada's federal, provincial and territorial governments, and their success or failure in fulfilling their budget promises over the past 15 years.

"Despite some improvements, too many Canadian governments still present opaque numbers, fail to satisfy their legislative auditors, take too long to present budgets or report year-end results, and spend far more than they budgeted," commented Robson. "Our key question is whether an intelligent and motivated non-expert – a citizen, taxpayer or legislator – can get valid, timely and readily understood figures in governments' budgets, estimates, and financial reports," Busby explained. "In some jurisdictions, it is easy. In others, it is next to impossible."

This latest edition of the Institute's annual report on the fiscal accountability of Canada's senior governments gives Alberta and New Brunswick grades of A+ for the quality and timeliness of their

financial information. Ottawa and British Columbia also do well. Newfoundland and Labrador and Nova Scotia, though not in the top tier, have improved markedly. Quebec (C+) and Prince Edward Island (C-) do relatively poorly among the provinces, and Northwest Territories and Nunavut present figures that would be a struggle even for experts.

Comparing budget commitments to actual results, the authors document 15 years of significant overshoots of both spending and revenue. On average, over all governments and all 15 years, governments spent 2.3 percent more than budgeted, which cumulates to a remarkable \$69 billion. The Prairie provinces and the territories recorded the worst overruns; Ontario and Quebec did much better.

Over the same period, revenues also overshoot projections by 2.3 percent annually, cumulating to \$95 billion more than budgeted. Although the overshoots tended to get smaller over the 15 years, a suspicious pattern of in-year spending “surprises” coinciding with in-year revenue “surprises” suggests less than prudent fiscal management.

The authors conclude: “Governments should provide better financial documents, and voters and legislators need to use those documents to hold governments to account for their use of public funds.”

INSTITUT DE RECHERCHE ET D'INFORMATIONS SOCIOÉCONOMIQUES (IRIS)

P. Hurteau et M. Nguyen, « [Les conditions d'un salaire viable au Québec en 2017](#) », 26 avril 2017, 12 p.

Les prestations du gouvernement allègent le fardeau fiscal des personnes seules qui travaillent au salaire minimum, mais ne leur permettent pas de se sortir de la pauvreté

Les conditions de vie des travailleuses et travailleurs pauvres ainsi que le niveau du salaire minimum sont des sujets qui font beaucoup couler d'encre dans l'espace public. Mais comme dans tout enjeu qui suscite les passions, il est toujours

utile de bien cerner l'objet du débat. C'est pourquoi, en 2015, l'IRIS a créé un nouvel indice : le salaire viable. Il s'agit du salaire horaire qui permettrait à un(e) salarié(e) à temps complet de non seulement couvrir ses besoins de base, mais se doter d'une marge de manœuvre pour sortir de la pauvreté. Notre indice comprenait initialement deux localités : Montréal et Québec. En 2016, nous l'avons mis à jour en y intégrant les municipalités de Saguenay, Trois-Rivières et Sept-Îles. Dans cette édition de 2017, nous élargissons encore le spectre du salaire viable au Québec par l'ajout des localités de Gatineau et de Sherbrooke.

INSTITUT DE RECHERCHE ET D'INFORMATIONS SOCIOÉCONOMIQUES (IRIS)

M.-P. Roberge, « [Salaires inégaux, à qui la faute?](#) », 20 avril 2017, 12 p.

« Les femmes ne gagnent pas moins parce qu'elles font des choix différents, mais plutôt parce qu'elles subissent des pressions systémiques auxquelles échappent la plupart des hommes »

Le 21 novembre 1996, l'Assemblée nationale du Québec adoptait à l'unanimité la Loi sur l'équité salariale, qui exige que les entreprises d'au moins dix salarié·e·s offrent « un salaire égal pour un travail différent, mais équivalent ». Deux décennies plus tard, et ce, malgré le ton triomphal utilisé par certains commentateurs, les questions d'égalité de rémunération hommes-femmes sont toujours d'actualité. Même si certaines avancées sont indéniables, il est important de garder à l'œil les écarts qui restent à combler. Dans cette note socioéconomique, l'IRIS propose de mieux comprendre et repérer l'évolution des écarts salariaux entre les hommes et les femmes au Québec, afin de mettre en lumière la discrimination systémique que vivent encore les femmes sur le marché du travail. Nous verrons qu'on ne peut réduire les écarts salariaux qui existent encore aujourd'hui à de simples différences de choix entre les femmes et les hommes.



ÉTATS-UNIS

CENTER ON BUDGET AND POLICY PRIORITIES (CBPP)

P. N. Van de Water, « [Tax Reform Must Not Lose Revenues - and Should Increase Them](#) », 20 avril 2017, 5 p.

Les politiciens américains devront trouver une façon de réformer le système fiscal afin d'augmenter le revenu du pays à défaut de quoi le ratio dette/PIB atteindra 102 % en 2036

The federal government needs a tax system that provides adequate revenues to finance critical national needs and avoid spiraling debt and interest burdens. As the aging of the population and rising health care costs push up spending for Social Security and Medicare, and with continuing national security challenges, simply paying for existing federal commitments will require more revenues. Recent deficit-reduction efforts have squeezed discretionary appropriations and shortchanged important areas where the federal government has major responsibilities. Although the nation's long-term fiscal outlook has improved substantially in recent years and does not constitute a crisis, policymakers will have to take further steps to reduce projected deficits and debt. Without a change in policies, the ratio of debt to gross domestic product (GDP) — 77 percent at the end of 2016 — will gradually grow to 102 percent by 2036 and 113 percent by 2046, according to our most recent projections.¹ To deal with these budgetary pressures, any plan to reform the federal tax system should aim to increase revenues — as virtually all bipartisan deficit-reduction commissions of recent years, and the Senate's Gang of Six in 2011, have called for. Otherwise, the entire burden of reducing the deficit to prevent unsustainable debt levels will fall on federal programs, including Social Security and Medicare. Programs for low- and middle-income households shouldn't be cut to pay for tax cuts favoring those at the top of the income scale. At a bare minimum, tax reform should not lose revenues. Key Republican congressional leaders have promised that tax reform will be revenue-neutral. They should be held to that promise — measured using standard revenue estimates and without resorting to accounting gimmicks.

INSTITUTE ON TAXATION AND ECONOMIC POLICY (ITEP)

M. Hill et M. Wiehe, « [State & Local Tax Contributions of Young Undocumented Immigrants](#) », 25 avril 2017, 12 p.

Trump veut changer la loi sur les jeunes immigrants illégaux, ce qui pourrait avoir un effet néfaste de l'ordre de 2 milliards sur l'économie américaine

The Trump administration's immigration policies have broken apart families and removed established members of communities. The administration's disregard for the contributions of immigrants, regardless of their legal status, is of real concern for young immigrants whose parents brought them to the United States as children. Many of those young immigrants qualify for deferred deportation action and legal work authorization under Deferred Action for Childhood Arrivals (DACA), a 2012 executive order under President Barack Obama. While it remains unclear what actions, if any, President Trump will take to amend DACA, the policy guidance the president has given to federal agencies has resulted in detentions and deportations of individuals reportedly eligible for deferred action. The ambiguity of the Trump Administration's statements and actions relating to the DACA program makes it essential that clear and accurate data about the DACA population is available.

INSTITUTE ON TAXATION AND ECONOMIC POLICY (ITEP)

C. Davis et A. Russell Davis, « [Comparing the Distributional Impact of Revenue Options in Alaska](#) », 24 avril 2017, 21 p.

Le gouvernement de l'Alaska doit changer sa politique fiscale pour faire face à la faible valeur du pétrole

Alaska is facing a significant budget gap because of a sharp decline in the oil tax and royalty revenue that has traditionally been relied upon to fund government. This report examines five approaches for replacing some of the oil revenue that is no longer available: enacting a broad personal

income tax, state sales tax, payroll tax, investment income tax, or cutting the Permanent Fund Dividend (PFD). Any of the options examined in this report could make a meaningful contribution toward closing Alaska's budget gap. To allow for comparisons across options, this report examines policy changes designed to generate \$500 million annually. This amount would be insufficient to close Alaska's \$3 billion budget gap, but any of these options could be modified to raise additional revenue, or could be incorporated into a larger package of changes designed to close the gap.

TAX FOUNDATION

P. Bazel et J. Mintz, « [Competitiveness Impact of Tax Reform for the United States](#) », 20 avril 2017, 11 p.

Les États-Unis ont un des impôts sur les sociétés les plus élevés et sont parmi les rares États à ne pas l'avoir abaissé au cours des sept dernières années

The United States is looking at major business tax reform packages that could boost growth and make it more attractive to keep profits in the United States. In this paper, we specifically model the impact of a variation of two business tax reforms: the House GOP Blueprint Plan promoted by Speaker Paul Ryan, and Plan B, which has a simpler approach. The House GOP Blueprint plan proposes a major revamp of the business tax system by converting the corporate income tax into a "destination-based cash-flow tax". The federal corporate income tax rate would be lowered from 35 to 20 percent. Noncorporate business income would be taxed at a rate of 25 percent. Tangible and intangible capital expenditures would be generally expensed (associated net interest would not be deductible). Border adjustments would be introduced that would exempt export revenues from tax and disallow the deduction for imports cost. Investment income (dividends, capital gains, and interest) would be half taxable at the personal level.

URBAN INSTITUTE

J. Isaacs et S. Edelstein, « [Unequal Playing Field? State Differences in Spending on Children in 2013](#) », 25 avril 2017, 36 p.

Les États du nord-est américain dépensent davantage pour leurs enfants

For children to thrive and reach their full potential, they need adequate food and shelter, high-quality health care and education, safe environments, and supportive parents and families. Though families play a key role in meeting children's needs, society also provides resources and services to support children's healthy development.

Through their funding of public schools, health systems, and social services, state and local governments provide resources and services to support children's healthy development. Although not all investments translate directly into better child outcomes, a wide disparity in public investments raises concerns about whether children from low-spending states are on equal footing when pursuing the American Dream.



INTERNATIONAL

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI)

FMI, « [IMF Fiscal Monitor: Achieving More with Less](#) », Avril 2017, 162 p.

Un des plus importants défis fiscaux des années à venir pour les gouvernements est de faire des choix fiscaux qui ont une incidence positive sur la productivité pour améliorer le niveau de vie à long terme

L'économie mondiale connaît des transformations importantes, dont un ralentissement de la productivité, des évolutions technologiques et une intégration économique mondiale. Il faut donc de nouvelles politiques pour faciliter ces transformations tout en atténuant leurs effets négatifs. La politique budgétaire peut davantage contribuer à promouvoir une croissance durable et équitable. Dans le même temps, compte tenu des perspectives très incertaines et de la fragilité des finances des États, il est impératif de mieux comprendre et gérer les risques. Le défi que doit relever la politique budgétaire est donc d'obtenir plus et mieux dans un environnement plus contraint.

INSTITUTE FOR FISCAL STUDIES

A. Hood et T. Waters, « [The Impact of Tax and Benefit Reforms on Household Incomes](#) », Avril 2017, 13 p.

L'augmentation du montant personnel de base et le relèvement des tranches d'imposition ont été les plus gros changements à l'impôt sur le revenu du gouvernement jusqu'à maintenant

This Briefing Note, produced in advance of the 2017 Election, analyses the impact of tax and benefit changes since May 2015 on the incomes of different kinds of households. We look both at reforms already implemented, and those planned by the current government. This is the first in a series of election outputs. IFS Election 2017 analysis is being produced with funding from the Nuffield Foundation as part of its work to ensure public debate in the run-up to the General Election is informed by independent and rigorous evidence.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE)

OCDE, « [Tendances des impôts sur la consommation 2016](#) », Avril 2017, 211 p.

Les recettes provenant des taxes sur la valeur ajoutée atteignent des niveaux records dans les pays de l'OCDE

Cette publication est la onzième de la série Tendances des impôts sur la consommation, publiée tous les deux ans par l'OCDE. Elle présente des données comparatives internationales relatives aux impôts sur la consommation dans les pays membres de l'OCDE au 1er janvier 2016. Les tableaux contenant des données provenant des Comptes nationaux et des chiffres relatifs aux recettes fiscales issus des Statistiques des recettes publiques 1965-2015 sont actualisés jusqu'à l'année 2014 comprise. Les niveaux des prix des carburants sont actualisés au 4e trimestre 2015 et proviennent des Statistiques trimestrielles – Energy Prices and Taxes (en anglais seulement) publiées par l'Agence internationale de l'énergie.

Les données sur les différents pays ont, pour l'essentiel, été communiquées par les délégués auprès du Groupe de travail n° 9. Les taux de change utilisés pour convertir les monnaies nationales en dollar des États-Unis (USD) sont les taux moyens du marché pour 2015 extraits des Statistiques monétaires et financières de l'OCDE, sauf pour les (2.A2.3 et 2.A2.7) où les taux à parité de pouvoir d'achat (PPA) sont utilisés car ils permettent une meilleure comparaison de la valeur des seuils d'exonération de la TVA (les taux PPA pour le PIB 2015 sont extraits de la base de données des Statistiques de l'OCDE).

Équipe de rédaction

Recherche et sélection des articles :
Fanny Panneton, Francis Brault, Francis
Landry, Josué Bosiakali et Karman Kong

Coordination, édition et révision :
Tommy Gagné-Dubé

<http://cftp.recherche.usherbrooke.ca/>

**Pour vous abonner gratuitement
au Bulletin de veille et aux
publications de la Chaire :**
cftp.eg@USherbrooke.ca